Le Soir
PANORAMA

Comme la rumeur

En décembre dernier, la rumeur d'une grève nationale faisait son bonhomme de chemin ; il était dit qu'elle allait avoir lieu dès le deuxième jour du mois de janvier. Pour contrer, disait-on, la cavalcade des prix. Et autres bobos algériens. Cette rumeur faisait le tour des cafés, des rues encombrées, des chaumières des petites gens et enflait comme une outre. Sauf que cette rumeur n'a pas dû toucher l'Algérie officielle ; il n'y a eu aucune réaction pour y mettre fin. L'Algérien se faisait le relais incontournable d'une rumeur qui disait que le pays allait être paralysé. Juste après les salamalecs, le citoyen donnait de la rumeur, comme un leitmotiv. Comme une promesse à tenir. Comme un devoir à ne pas éviter. Oui, j'ai eu vent de cette rumeur. Comme tout le monde, je suppose. Comme toute rumeur, elle n'a pas de signature. Ni d'adresse connue. C'est le propre de toute rumeur, pardi. Sauf que chez nous, la rumeur a été utilisée, comme une arme efficace, pour disposer du retour d'écoute. Au second jour du premier mois de l'année, il n'y a pas eu de grève nationale. Ni autre chose. Je pensais que cette rumeur allait faire l'effet d'un pet silencieux. Sauf que la grève, quelques jours après, a donné le signal, notamment à Béjaïa, à des émeutes qui, à certains égards, rappelaient un certain 5 Octobre. Qui a donné le signal ? Une voix anonyme ? Une main étrangère ? Une main intérieure ? Les réseaux sociaux ? Tout comme le 5 Octobre, d'où est venu le mot d'ordre ? Il n'empêche que nous avons frôlé le pire ; car il n'est pas simple d'arrêter la crue, une fois qu'elle a débordé de son lit. Il n'empêche qu'il y a eu de la casse. De la casse qui aurait pu dévier vers l'irréparable, comme ce fut le cas du «Printemps noir». Si les officiels, par la voix de notre Premier ministre et de son ministre de l'Intérieur, ont réagi avec force, ils ne nous disent pas néanmoins qui est derrière ces émeutes. Ils ne le diront jamais ; car la culture du secret est une seconde nature chez nos gouvernants. C'est, du reste, pour cette raison que la rumeur fait son sale boulot allégrement dans l'esprit et le corps de notre société. Une question à notre Premier ministre : que vient faire Yennayer dans ce cas d'espèce ? La pédagogie sociale aurait voulu que vous nous donniez les tenants et les aboutissants de cette affaire. Pour qu'on comprenne. Pourquoi laisser faire les réseaux sociaux ? Les services concernés ont dû remettre leur copie. Alors, que s'est-il passé ? Qui est derrière cette violence ? Et notre Premier ministre de tendre Yennayer, comme un épouvantail, aux Kabyles. Chiche, faites de Yennayer une journée chômée et payée ! Une journée fériée, à l'instar du 1er janvier – pourtant Nouvel An chrétien — et de l'Awal Muharram. Après le bâton, la carotte ! C'est connu et vieux comme le monde. J'ai entendu un citoyen dire, dernièrement, qu'il allait brûler un pneu usagé devant chez lui pour que la «Dawla» vienne changer la lampe qui éclaire sa rue. C'est caricatural, n'est-ce pas ? Malheureusement, c'est la réalité amère de notre pays.

Les élections approchent à grands pas ; à moins que ce ne soit une autre rumeur de pendu. Tous les partis politiques de l'opposition ont crié à la grande arnaque électorale. Ils se sont entendus, pour ne pas s'entendre qu'à la fin, ils ont tous rallié la grande kermesse. On n'est pas d'accord avec ces élections, mais on y participe quand même. Le pouvoir est une maladie indécrottable ! Tenez, le parti de monsieur Benflis, par exemple : il boycotte, mais nous explique, en abrégé, qu'il ne s'agit en fait que d'une non-participation. A ce niveau de sémantique, je préfère me gratter la tête et ne pas forcer mes neurones. Monsieur le porte-parole de Talaiou El-Hourriyet déclare : «Notre position doit être comprise comme il se doit. Nous n'avons pas opté pour un boycott des élections, mais une non-participation. De ce fait, nous nous situons hors de l'événement, il ne nous concerne pas.» Désolé Monsieur, ces élections vous concernent en premier chef ; vous êtes un parti politique d'opposition ; votre objectif est celui d'atteindre le pouvoir, local ou national. Vous ne pouvez pas vous laver les mains de cette manière. Ou vous appelez au boycott et, là, vous appliquez sur le terrain votre option. Mais, ne tentez pas de faire de la dialectique qui n'a pas lieu d'être. Et voilà pourquoi certains hérauts du pouvoir crient, à qui veut les entendre, que l'opposition n'a pas de programme. Ni de perspectives. Ni d'avenir. Et là, ce n'est pas une rumeur ; à chaque fois, les proches du pouvoir nous ressortent cette ritournelle.

Puisque notre Premier ministre s'appuie sur Yennayer, je voudrais, de mon côté, mettre mon grain de sel ; puisque, par ailleurs, on nous dit que 2017 sera «une année exceptionnelle pour tamazight». Ouf, rien que ça ! Une année exceptionnelle ? Personnellement, je l'attends cette exception avec constance ; mais je

Youcef Merahi
merahi.youcef@gmail.com

ne la vois nulle part. Je ne la vois nulle part, parce que cette dimension identitaire ne sert qu'à calmer certaines ardeurs. Et faire-valoir. Je ne suis pas dupe, je connais la chanson. Et je connais le discours : le tamazight est national et officiel. Ouais, sur le papier ! Sa traduction sur le terrain du vécu social est autre chose. Yennayer ? Et alors ? On mangera le couscous. On organisera quelques conférences, par-ci, par-là. Et des caravanes culturelles. On «galaïsera» la journée. On parlera de Sheshonq. Et de la vingt-deuxième dynastie. Puis plus rien, jusqu'à l'année prochaine. En attendant, la rumeur nous dit que 2017 sera une année exceptionnelle pour tamazight !

Y. M.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@laalamhakimus

Yennayer, de païenne à priorité nationale !

Au Maroc, le Roi Mohammed VI et Benkirane sont parvenus à un accord : la formation du nouveau gouvernement doit être bouclée au plus tard au mois de…

… joint !

C'est magique ! Le Palais décide et ordonne que Yennayer soit fêté, Bla Djed le peuple, et ses organes exécutifs… s'exécutent. Le Palais peut même exiger que ce soient les mêmes qui, hier, stigmatisaient Yennayer, l'assimilant à une fête païenne dangereuse pour la «stabilité du pays», se chargent aujourd'hui d'en faire la promotion obligatoire et obligée. J'entendrais presque le crissement des pneus des jeeps et des camions anti-émeutes qui déboulent dans les villes et villages pour contraindre par la force la population à fêter Yennayer ! Ça ouvre des perspectives, un tel pouvoir ! Demain, le même Palais aura passé une mauvaise nuit, se réveillera bougon et ordonnera, sous le coup de la colère, d'intervertir la couleur des tabliers à l'école. Le rose pour les garçons. Le bleu pour les filles. Et le noir pour les enseignants grévistes ! Au gré de ces décrets et du microclimat du Palais, le port de la moustache pour les hommes sera obligatoire les jours pairs, et interdit les jours impairs. Le 21 mars, date communément admise comme premier jour du printemps, sera institué journée nationale du port de la jupe ! Remarquez ! Cette magie était déjà en branle lorsque du chapeau du châtelain est sortie cette date du 22 octobre, devenue par décret, subitement-tout-à-coup-précipitamment-sans-coup-férir, journée nationale de la presse ! Pourquoi le 22 octobre ? Wach dekhlek ! Oui, de quoi je me mêle finalement, au pays de la magie ? Non ! Au pays de la magie, faut juste se faire à cette idée surnaturelle d'un Yennayer-service-obligatoire, avec dépendances et vue sur une Kabylie scannée en carte-postale kitch. Zouit-Errouit ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.